

**Audience publique du 30 juin 2011**

Recours formé par Monsieur ..., ...  
contre une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg  
en matière d'autorisations de taxis

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 26834 du rôle et déposée le 19 avril 2010 au greffe du tribunal administratif par Maître Bénédicte Daoût-Feuerbach, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., conducteur de taxis, demeurant à ..., tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 14 janvier 2010 portant retrait dans son chef de l'autorisation d'exploiter un service de taxis sur le territoire de la Ville de Luxembourg et radiation de la liste d'attente des candidats issue de l'appel de candidatures de 1997 ;

Vu la constitution d'avocat à la Cour déposée au greffe du tribunal administratif le 30 avril 2010 par Maître Christian Point, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de la Ville de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réponse de Maître Christian Point déposé au greffe du tribunal administratif le 14 septembre 2010 pour compte de l'administration communale de la Ville de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié par acte d'avocat à avocat en date du même jour au mandataire du demandeur ;

Vu le courrier de Maître Bénédicte Daoût-Feuerbach du 13 octobre 2010 par lequel elle informa le tribunal qu'elle avait déposé son mandat ;

Vu les courriers du tribunal des 18 octobre, 4 novembre 2010 et 4 janvier 2011 adressés à Monsieur ... l'informant de ce que son mandataire avait déposé son mandat et lui signalant qu'il lui appartenait de confier la défense de ses intérêts à un autre avocat à la Cour ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Christian Point en sa plaidoirie.

---

En date du 22 janvier 2007, le ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement délivra à la société à responsabilité limitée ..., dénommée ci-après la « société ... », une autorisation d'établissement pour l'activité de « *loueur de taxis et voitures de location, loueur d'ambulances* », ladite autorisation précisant qu'elle n'était valable que si la gérance est assurée par Monsieur ....

A la suite d'une demande afférente adressée au bourgmestre de la Ville de Luxembourg, dénommé ci-après le « bourgmestre », Monsieur ... se vit adresser un courrier par celui-ci en date du 20 février 2007 par lequel il s'est vu informer de ce qu'une suite favorable avait été réservée à sa requête tendant à la transcription à la société ... des droits lui revenant actuellement en tant qu'exploitant du service de taxis portant le numéro spécial ....

Par courrier du 30 mai 2009, le bourgmestre informa la société ... de ce que certaines factures n'avaient pas été payées à l'administration communale, malgré le fait que les délais de paiement avaient déjà été largement dépassés, de sorte qu'elle devait considérer le courrier en question comme « *ultime sommation* » de s'acquitter des montants litigieux avec l'indication que conformément à l'article 9 du règlement communal concernant le service de taxis du 8 février 1999, dénommé ci-après le « *règlement communal du 8 février 1999* », le bourgmestre était en droit de retirer, provisoirement ou définitivement, l'autorisation d'exploiter un service de taxis à ceux des exploitants qui ne paient pas la taxe d'autorisation à la date fixée.

A la suite d'une demande adressée au service communal des taxis de la Ville de Luxembourg en date du 19 août 2009 portant sur le transfert à un nouveau véhicule d'une plaque de stationnement de la Ville, le bourgmestre adressa en date du 6 octobre 2009 le courrier de la teneur suivante à la société ... :

*« Me référant au courrier introduit auprès de l'administration communale en date du 19 août 2009, dont je vous prie de trouver une copie ci-jointe, la Ville se doit de constater que votre signature diverge fortement de celle que vous aviez en 1997, soit au moment de votre demande initiale.*

*Par ailleurs, après vérification auprès de la recette communale, il s'est avéré que les factures du 2<sup>ème</sup> semestre 2008, de même que du 1<sup>er</sup> semestre 2009 relatives à l'autorisation d'exploiter un service de taxi sur le territoire de la Ville ont été acquittées par M. ..., la dernière facture relative au 2<sup>ème</sup> semestre 2009 restant toujours en souffrance.*

*Il a en outre dû être constaté que vous, de même que votre famille, avez été radié d'office en date du 17 septembre 2009 du registre de la population. En effet, il semblerait que vous soyez parti depuis novembre 2007 pour une destination inconnue, le dernier courrier vous envoyé ayant été retourné par la poste comme non réclamé et portant une adresse de renvoi en France.*

*Dans la mesure, où conformément aux dispositions de l'article 8 alinéa 2 du règlement concernant le service de taxis du 8 février 1999 « L'autorisation devient caduque en cas de cessation définitive de son activité par le titulaire. », la Ville se propose de vous retirer l'autorisation d'exploiter un service de taxi sur le territoire de la Ville portant le numéro d'ordre spécial ... et de vous rayer de la liste d'attente des candidats issue de l'appel de candidatures de 1997.*

*Conformément aux dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, il vous est bien évidemment loisible de venir présenter, en personne, vos observations en demandant un rendez-vous auprès de mon secrétariat endéans la huitaine de la présente notification ».*

Par un courrier séparé du même jour, le bourgmestre rappela à Monsieur ... que différentes factures d'électricité, de gaz et d'eau et des arriérés pour le foyer scolaire restaient impayées, et l'invita à virer le montant de ... € sur l'un des comptes de la recette communale, ledit courrier spécifiant que les factures en question le concernaient à titre personnel.

Il se dégage des pièces du dossier que ces deux courriers précités du 6 octobre 2009 ont été retournés à l'administration communale de la Ville de Luxembourg avec la mention que le destinataire, à savoir Monsieur ..., était « *parti* ».

Par deux courriers du 3 novembre 2009 adressés tant à la société ... qu'à Monsieur ..., le bourgmestre informa les destinataires desdits courriers de l'intention de la Ville de retirer l'autorisation d'exploiter un service de taxis sur le territoire de la Ville, portant le numéro d'ordre spécial ... et de les rayer de la liste d'attente des candidats issus de l'appel de candidatures de 1997, au motif que la Ville se devait de conclure à partir des faits par elle constatés qu'ils avaient cessé définitivement l'activité comme chauffeur de taxis et que Monsieur ... semblerait être parti depuis novembre 2007 pour une destination inconnue, au vu de ce que les derniers courriers lui adressés ont été retournés par la poste avec la mention « *parti* ». Les mêmes courriers rappelaient également que la dernière facture relative au deuxième semestre 2009 restait toujours en souffrance.

A la suite d'une demande afférente lui adressée le 28 octobre 2009 par Monsieur ..., en sa qualité de gérant et de propriétaire de la société ..., tendant à être autorisé à exercer son activité en nom personnel et à voir transférer son autorisation numéro ... de la société ... à son nom personnel, le bourgmestre répondit à ladite société, par courrier du 27 novembre 2009, de ce qu'il n'était « *nullement disposé à prendre purement et simplement acte du fait [qu'il entend] continuer [son] activité de chauffeur de taxis en nom personnel* », en considération notamment de ce que la société ... inconnue à l'adresse de son siège social, venait d'être déclarée en état de faillite par un jugement du 30 octobre 2009 et de ce qu'en conséquence l'autorisation d'exploiter un service de taxis dont bénéficiait ladite société devait revenir à la Ville. Le bourgmestre continua en informant le destinataire dudit courrier que comme le bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter un service de taxis venait d'être déclaré en état de faillite, l'administration communale se proposait de retirer l'autorisation d'exploiter un service de taxis portant le numéro d'ordre spécial ..., sur base de l'article 8, alinéa 2 du règlement communal du 8 février 1999, en considération également de ce que l'administration communale de la Ville de Luxembourg a dû constater que Monsieur ... n'était pas joignable à l'adresse indiquée par lui, et ceci depuis le mois de novembre 2007. Dans ledit courrier, le bourgmestre fit encore état des difficultés notées par lui dans le paiement des factures échues dans le chef de la société ... et des courriers adressés à ladite société qui lui ont été retournés avec la mention « *parti* », après que ceux-ci avaient été continués à une adresse en France. Après avoir exprimé l'intention de retirer l'autorisation d'exploiter un service de taxis portant le numéro d'ordre spécial ... et de procéder à la radiation de la liste d'attente des candidats

issus de l'appel de candidatures de 1997, le bourgmestre informa les destinataires dudit courrier qu'en application de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, il leur était loisible de présenter leurs observations par rapport au projet de décision ainsi envisagé.

Il ressort d'un rapport du service régional de police de la route de la police grand-ducale du 29 décembre 2009 qu'un véhicule appartenant à Monsieur ..., domicilié à ..., portait la plaque avec le numéro spécial ... « taxi enregistré par la Ville de Luxembourg », alors que ce numéro d'ordre était attribué à la société ..., en état de faillite, dont le gérant était Monsieur .... Comme ce véhicule a pu être intercepté par la police auprès d'une autre société de taxis, la plaque ... y fixée a été retirée après concertation avec un fonctionnaire de l'administration communale. Il ressort encore dudit rapport de police que sur question afférente posée à Monsieur ..., convoqué spécialement à cet effet, celui-ci a déclaré ne pas être au courant des circonstances qui ont pu aboutir à ce que la plaque ... ait pu être apposée sur le véhicule appartenant à Monsieur .... Le commissaire en chef ayant procédé à la rédaction dudit rapport de police a encore constaté que la plaque ... était apposée sur un véhicule n'appartenant pas à la société ... et que ceci était contraire au règlement communal du 8 février 1999.

En date du 14 janvier 2010, le bourgmestre adressa à la société ... au nom de Monsieur ... un courrier de la teneur suivante :

*« Me référant à l'entrevue du 17 décembre 2009, sollicitée par vos soins suite au courrier vous envoyé en date du 27 novembre 2009, je me dois de vous informer que même si votre situation personnelle m'a profondément touché (sic), l'administration communale de la Ville de Luxembourg se doit de maintenir sa position dans cette affaire.*

*Tel que cela vous avait d'ores et déjà été exposé dans le courrier préqualifié du 27 novembre 2009, l'administration communale Ville (sic) a dû constater que la société « ... S.à.r.l. », établie et ayant eu son siège social à ..., de fait inconnue à cette adresse, vient d'être déclarée en état de faillite sur assignation par jugement du 30 octobre 2009. D'ailleurs, il ne s'agit pas là de votre première faillite, alors que la société ..., dont vous étiez le gérant, auparavant avait également été déclarée en état de faillite par jugement du 11 mai 2007.*

*L'administration communale de la Ville a en outre dû constater que vous n'étiez pas joignable à l'adresse indiquée par vos soins, à savoir 2..., ceci depuis novembre 2007, sans préjudice quant à une date plus exacte, alors que conformément aux dispositions de l'article 8 alinéa 2 du règlement concernant le service de taxis du 8 février 1999 «L'autorisation devient caduque en cas de cessation définitive de son activité par le titulaire. ».*

*De plus, le paiement des factures relatives à l'autorisation d'exploiter un service de taxi sur le territoire de la Ville portant le numéro d'ordre spécial ... ne s'est effectué qu'après envoi d'un rappel, ceci même après que, par courrier du 30 mai 2008, l'administration communale vous ait rendu dûment attentif au fait que, conformément aux dispositions de l'article 9 du règlement communal précité « Le bourgmestre peut retirer provisoirement ou définitivement l'autorisation d'exploiter un service de taxis aux exploitants qui...ne paient pas la taxe d'autorisation à la date fixée. »*

*Or, les courriers, de même que les factures, vous envoyées depuis 2007 ont dans un premier temps été continuées à une adresse en France et les derniers en date ont carrément été retournés à la Ville avec la mention «parti».*

*Finalement, la plaque afférente à l'autorisation d'exploiter le service de taxi portant le numéro d'ordre spécial ... vient d'être retrouvée sur une voiture détenue par M. ....*

*Aussi, pour les raisons ci-avant exposées, il me faut vous informer que l'administration communale de la Ville a décidé de vous retirer l'autorisation d'exploiter un service de taxi sur le territoire de la Ville portant le numéro d'ordre spécial ... et de vous rayer de la liste d'attente des candidats issue de l'appel de candidatures de 1997. En effet, en tenant compte des circonstances ci-avant exposées, il semble maintenant indiqué de donner sa chance au candidat inscrit comme premier sur la liste d'attente issue dudit appel de candidatures de 1997, celui-ci devant bien évidemment toujours remplir les conditions d'honorabilité et de qualification professionnelle requises (...).*

Une copie de ce courrier a également été adressée, en date du même jour, au curateur de la société ....

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 19 avril 2010, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation de la décision communale précitée du 14 janvier 2010.

Encore qu'un demandeur entende exercer principalement un recours en annulation et subsidiairement un recours en réformation, le tribunal a l'obligation d'examiner en premier lieu la possibilité d'exercer un recours en réformation, l'existence d'une telle possibilité entraînant qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours en annulation introduit contre la même décision.

Aucun recours au fond n'étant prévu en la présente matière, le tribunal doit se déclarer incompétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre subsidiaire. Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit en l'espèce.

Dans son mémoire en réponse, l'administration communale de la Ville de Luxembourg estime que le recours devrait être déclaré irrecevable pour avoir été introduit tardivement. Elle soutient en effet que la décision critiquée du 14 janvier 2010 ne ferait que confirmer la décision antérieurement notifiée le 3 novembre 2009.

Il échet de relever qu'il ressort indirectement des deux courriers adressés en date du 3 novembre 2009 tant à la société ... qu'à Monsieur ... que l'autorisation d'exploiter un service de taxis sur le territoire de la Ville portant le numéro d'ordre spécial ... était devenue caduque, en application de l'article 8, alinéa 2 du règlement communal du 8 février 1999 au vu de ce que l'activité comme chauffeur de taxis avait cessé définitivement dans le chef des destinataires desdits courriers. Par la décision actuellement sous examen du 14 janvier 2010, le bourgmestre a déclaré «retirer» l'autorisation en question et rayer également la société ... de la liste d'attente des candidats issus de l'appel des candidatures de 1997, ce dernier élément décisionnel ne figurant pas

dans les courriers précités du 3 novembre 2009. Au vu de cette différence entre les deux décisions, il y a lieu de considérer la décision sous examen du 14 janvier 2010 comme constituant une décision nouvelle ayant fait courir un nouveau de délai de recours. Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité soulevé par l'administration communale de la Ville de Luxembourg est à rejeter pour ne pas être fondé.

En considération de ce que la décision sous examen a été notifiée en date du 18 janvier 2010 et de ce que le 18 avril 2010 était un dimanche, le recours contentieux sous examen a valablement pu être déposé dans le délai légal de trois mois le 19 avril 2010.

L'administration communale de la Ville de Luxembourg conclut encore à l'irrecevabilité du recours en annulation au motif que Monsieur ... n'aurait eu ni intérêt ni qualité à agir, en ce que seule la société ... était titulaire de l'autorisation n° ....

Il échet de constater qu'il ressort des pièces et éléments du dossier que l'autorisation d'exploiter un service de taxis n° ... appartenait, à la suite de la décision afférente prise par le bourgmestre en date du 20 février 2007, à la société ..., et ceci sur demande expresse formulée par Monsieur ... en date du 29 janvier 2007. Partant, par la décision incriminée du 14 janvier 2010, l'autorisation en question n'a pu être retirée qu'à son détenteur, à savoir à la société précitée. Celle-ci est partant la seule à avoir qualité pour agir contre la décision en question. Comme la société a été déclarée en état de faillite suivant jugement du tribunal de commerce du 30 octobre 2009, seul le curateur de la faillite en question avait qualité pour agir en annulation contre ladite décision communale. Monsieur ..., en tant qu'ancien gérant et ancien associé unique de la société ainsi déclarée en état de faillite ne possédait pas d'intérêt direct et actuel pour introduire un recours contentieux dirigé contre ladite décision communale.

A défaut de disposer de la qualité à agir légalement requise, le recours en annulation doit être déclaré irrecevable.

Au vu de l'issue du litige, il y a lieu de rejeter la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure de ... € formulée par le demandeur sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours subsidiaire en réformation ;

déclare le recours principal en annulation irrecevable ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,  
Françoise Eberhard, premier juge,  
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 30 juin 2011 par le premier vice-président, en présence du greffier  
assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Carlo Schockweiler

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 30 juin 2011

Le Greffier assumé du Tribunal administratif